



## Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 2, n° 2 | Mai 2011

Culture et développement durable: vers quel ordre social?

---

Taoufik Souami, Ecoquartiers et urbanisme durable, Paris, Problèmes politiques et sociaux, Paris, La Documentation Française, N°981, 111 pages, 2011.

Jérôme Boissonade

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9038>

ISSN : 1772-9971

### Éditeur

Association DD&T

### Référence électronique

Jérôme Boissonade, « Taoufik Souami, Ecoquartiers et urbanisme durable, Paris, Problèmes politiques et sociaux, Paris, La Documentation Française, N°981, 111 pages, 2011. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 2, n° 2 | Mai 2011, mis en ligne le 01 juin 2011, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9038>

---

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.



*Développement Durable et Territoires* est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

---

Taoufik Souami, Ecoquartiers et urbanisme durable, Paris, Problèmes politiques et sociaux, Paris, La Documentation Française, N°981, 111 pages, 2011.

Jérôme Boissonade

---



- 1 Dans la lignée de son ouvrage publié récemment aux carnets de l'info<sup>1</sup>, Taoufik Souami nous livre ici une compilation brièvement introduite de textes sur ce véritable phénomène que représentent aujourd'hui les écoquartiers sur la scène urbanistique française. Il s'agit d'un regard salutaire posant plus de questions que n'offrant de réponses, sur cette "fabrique" des écoquartiers et de leur place dans les enjeux urbains contemporains.
- 2 Donnons tout de suite les limites de l'exercice, liées au format de la collection « Problèmes politiques et sociaux », qui s'adresse notamment "aux étudiants, candidats aux concours, enseignants, documentalistes, experts, fonctionnaires, journalistes"<sup>2</sup>, curieux de ce nouvel objet, fer de lance des institutions en charge de la ville durable. S'appuyant sur l'idée discutable que la nécessité d'une lisibilité élargie implique de mettre sur le même plan des textes provenant d'acteurs institutionnels, de journalistes, d'experts ou de chercheurs, l'ouvrage ne donne pas véritablement les moyens au lecteur de savoir d'où parlent les différents auteurs. Pourtant cette question des positions semble essentielle, tant la place de l'expertise et de ses liens avec le monde de la recherche d'un côté et celui des institutions et des acteurs économiques de l'autre, trouble la compréhension des enjeux qui traversent le champ de la ville durable. Ce nivellement ne peut cependant occulter la faiblesse de la réflexion scientifique sur "la question de l'évaluation" (pp. 99-106) et notamment sur l'absence des principaux intéressés, les habitants et les usagers, dans le traitement et la maîtrise de cette question.
- 3 Une fois énoncées ces deux limites de l'ouvrage, le principal mérite de l'auteur est, d'une part, de parvenir à discuter cet objet urbain lesté de l'injonction morale et du volontarisme institutionnel associés au développement durable et, d'autre part, de montrer progressivement en quoi le rôle des populations est déterminant dans l'aboutissement de politiques urbaines qui visent pourtant des objectifs environnementaux. L'ouvrage rassemble des extraits de textes qui s'intéressent aux expériences françaises et européennes, et s'autorise un bref détour par quelques pays d'Afrique du nord<sup>3</sup>. Une approche transversale des articles montre les doutes qui entourent cet objet problématique. Le premier chapitre ("Histoire et débats" : pp. 11-34) pose les problèmes, le deuxième ("Réalizations et projets" : pp. 35-70) les met à l'épreuve et le troisième ("Démarches et processus" : pp. 71-106) dégage la question procédurale comme un des enjeux essentiels pour pouvoir imaginer des pistes de solutions durables.
- 4 Quel est le problème ? Est-ce le principe même de l'écoquartier considéré comme un *modèle*, alors que la reproductibilité de l'urbain sans autre but que sa propre confirmation nous avait éloignés jusqu'à l'absurde de la vie elle-même, que ce soit avec les grands ensembles ou les zones commerciales ? Est-ce le fait de présenter les écoquartiers comme des icônes censées incarner le renouveau d'un projet urbain enfin capable d'affronter la complexité et l'avenir commun de la ville et de l'environnement (De Valicourt : p. 37 ; Lefevre & Sabart : pp. 53-56 ; Souami : pp. 7-8, 17, 54, 71), alors qu'il ne serait qu'une réponse illusoire à un étalement urbain massif relevant d'une autre échelle (V. Renard : pp. 29-32) ? Est-ce la figure imposée des démarches partenariales associant acteurs privés et publics dans la réalisation des écoquartiers, présentées comme étant en mesure de domestiquer un marché qui pourtant, et ce n'est pas le moindre des paradoxes, dicte sa loi aux acteurs publics lorsqu'il est faible, supprimant de fait toute concurrence (T. Vilmin : pp. 27-28, *La revue durable* : p. 76, L. Thévoz & V. Schaeffer : pp. 83-84) ? Est-ce la "conception techniciste" sur laquelle reposent les projets actuels (Bonetti : pp. 32-34) qui ne viserait qu'à mettre au premier plan la complexité systémique des logiques

environnementales pour mieux dessaisir les populations de toute maîtrise des processus urbains ?

- 5 A toutes ces questions, l'ouvrage semble répondre que c'est la place de l'humain qui est déterminante. Paradoxalement en effet, à travers les argumentations avancées en termes environnementaux, les écoquartiers répondent aussi (et surtout) à des questions qui étaient lues auparavant en termes économiques et socio-urbains, qu'il s'agisse du chômage à Malmö (Belziti : pp. 43-45), de la requalification de friches industrielles à Trilport (Communauté d'agglomération du Pays de Meaux : p. 57), de l'afflux de la population venue de l'ex-RDA à Hanovre (De Valicourt : p.37) ou de la crise du logement au Pays-Bas (Schaeffer & Bierens de Haan : p.40). La grille de lecture environnementale requalifie donc les questions socio-urbaines et accompagne les transformations de la démarche et des processus de projet urbain, dans leur montage, leur conduite et leur évaluation. Cette évolution représente pour l'auteur une opportunité dont les populations doivent se saisir, en évitant que cette place nouvelle accordée aux habitants ne se retourne contre eux, sous le poids de l'investissement humain nécessaire à la bonne gestion de ces écoquartiers (Souami : p. 94-98). La plupart des expériences européennes qui sont relatées ici montrent en effet que la réalité de la participation et de sa capacité à peser sur les décisions n'est finalement pas celle donnée par les processus portés par le triumvirat élus - techniciens - promoteurs, mais celle que les habitants ont conquise grâce à leur mobilisation, le plus souvent en amont ou dès le démarrage de ces processus. A ce titre, si ce recueil replace les écoquartiers dans l'histoire des politiques environnementales, passant de la rupture entre ville et environnement des années 1970-1980, à une réconciliation progressive au cours des années 1990-2000 (Souami : pp. 16-18), il aurait certainement été utile de faire de même avec l'histoire de l'habitat et des luttes urbaines pour prendre la mesure des écueils qui se présentent aujourd'hui à la participation habitante et des pistes pour les surmonter.
- 6 Cette participation est en effet soumise à une double injonction contradictoire. D'une part elle doit permettre aux habitants de prendre leurs affaires en main, afin que les objectifs de durabilité de ces écoquartiers ne soient pas annihilés par une *realpolitik* relevant du marché immobilier ou de l'agenda politique. D'autre part, cette participation doit s'inscrire dans une pluralité de démarches portées par une politique de ville durable qui est censée ne pas se réduire à "une politique d'écoquartiers" (Emelianoff : pp. 23-24). Bref, alors que le plus souvent les maîtres d'ouvrage considèrent que l'habitant *n'existe pas* pour ces projets, le plus souvent installés sur des friches industrielles plutôt que sur des quartiers d'habitation existants, toute mobilisation pour le faire exister (Schaeffer & Bierens de Haan : pp. 40-42) est suspendue à l'accusation de communautarisme et d'attitude NIMBY (Not in my back yard). Une menace susceptible de tétaniser toute action légitime au nom de la mixité sociale et d'un intérêt général supérieur.
- 7 Surmonter cette double injonction ne peut être l'œuvre des seuls habitants. D'une part, il revient en effet aux pouvoirs publics de mettre en place les dispositifs nécessaires de pluralisation de l'accès à la ville durable (locatif, accession sociale, habitat groupé, etc.) en termes de "droit à la ville durable" (Emelianoff : p. 24). D'autre part, la collectivité doit internaliser le coût de la participation à la conception et à la gestion de ces dispositifs, en créant les conditions permettant d'amortir le "coût social de la participation" (Souami : p.98). La question posée aux écoquartiers ne serait plus alors "comment induire des pratiques quotidiennes des habitants qui soient favorables à un développement durable du quartier" (Lefevre & Sabard : p. 66), pour contrer leur "indifférence vis-à-vis du

caractère écologique de leur habitat” (Faburel : pp.92-94), mais serait celle de l’émancipation de ces populations vis-à-vis de la tutelle d’un “pouvoir soignant”<sup>4</sup> en leur donnant les moyens (financiers, dispositifs, expertise, etc.) de définir et de s’approprier par elles-mêmes les possibles que nous empruntons à nos enfants, mais que nous héritons aussi de nos parents.

- 8 Voir la page sur la Documentation française
- 

## NOTES

1. Souami T. (2009), *Ecoquartiers : secrets de fabrication. Analyse critique d'exemples européens*, Paris, Les carnets de l'info, 207 p.

---

## AUTEUR

### JÉRÔME BOISSONADE

Jérôme Boissonade est Architecte, Maître de Conférences de sociologie (ULCO) Laboratoire AUS (UMR 7218 LAVUE) Chercheur associé TVES  
jboisson[at]msh-paris.fr 5 bis rue Emile Chaine 75018 Paris